

No. 27631

MULTILATERAL

Agreement establishing the international network for the improvement of banana and plantain. Concluded at Paris on 27 October 1988

Authentic texts: French, English and Spanish.

Registered by France on 21 November 1990.

MULTILATÉRAL

Convention portant création d'un réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain. Conclue à Paris le 27 octobre 1988

Textes authentiques : français, anglais et espagnol.

Enregistrée par la France le 21 novembre 1990.

CONVENTION¹ PORTANT CRÉATION D'UN RÉSEAU INTERNATIONAL POUR L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTION DE LA BANANE ET DE LA BANANE PLANTAIN

LES PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

RECONNAISSANT QUE LA BANANE ET LA BANANE PLANTAIN SONT DES ALIMENTS DE BASE POUR UNE GRANDE PARTIE DE LA POPULATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT, ET QUE CES FRUITS SONT MENACES PAR DES MALADIES GRAVES ET D'AUTRES DIFFICULTES QUI FONT L'OBJET DE RECHERCHES,

SOUHAITANT QU'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE SOIT CREEE POUR PROMOUVOIR ET COORDONNER LA RECHERCHE ET L'ECHANGE DE MATERIEL GENETIQUE,

DESIRANT QUE CETTE ORGANISATION PUISSE ETRE CONSTITUEE EN LA FORME D'UN RESEAU DECENTRALISE RELIANT ENTRE EUX LES PROGRAMMES DE RECHERCHES NATIONAUX ET REGIONAUX ET PUISSE SOUTENIR LES EFFORTS DE CES DERNIERS,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

TITRE I : OBJECTIFS ET MOYENS

ARTICLE 1ER

IL EST CREE UNE ORGANISATION INTERNATIONALE AUTONOME ET SANS BUT LUCRATIF DENOMMEE LE RESEAU INTERNATIONAL POUR L'AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE LA BANANE ET DE LA BANANE PLANTAIN, DESIGNE CI-APRES L' "ORGANISATION".

¹ Entrée en vigueur le 25 août 1990, soit 30 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation auprès du Gouvernement français, conformément à l'article 19 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation (A)</i>
Canada	8 septembre 1989
France	26 juillet 1990 A
Philippines	4 décembre 1989

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur pour l'Etat suivant 30 jours après la date du dépôt de l'instrument de ratification auprès du Gouvernement français, conformément à l'article 19 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i>
Sénégal	18 septembre 1990
(Avec effet au 18 octobre 1990.)	

L'ORGANISATION EST DOTE E DE LA PERSONNALITE JURIDIQUE. ELLE POSSEDE SUR LE TERRITOIRE DES PARTIES LA CAPACITE JURIDIQUE LA PLUS LARGE RECONNUE AUX PERSONNES MORALES PAR LES LEGISLATIONS NATIONALES. ELLE PEUT NOTAMMENT ACQUERIR OU ALIENER DES BIENS MOBILIER S OU IMMOBILIER S ET ESTER EN JUSTICE.

ARTICLE 2

1. L'OBJECTIF GENERAL DE L'ORGANISATION EST L'AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE LA BANANE ET DE LA BANANE PLANTAIN CULTIVEES POUR LA CONSOMMATION DES POPULATIONS DES PAYS PRODUCTEUR S.

2. LES OBJECTIFS SPECIFIQUES DE L'ORGANISATION SONT LES SUIVANTS :

A) CREER, ENCOURAGER, FINANCER, MENER ET COORDONNER LA RECHERCHE SUR L'AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE LA BANANE ET DE LA BANANE PLANTAIN ;

B) PROMOUVOIR LE RASSEMBLEMENT ET L'ECHANGE DE LA DOCUMENTATION ET L'INFORMATION RELATIVES A LA BANANE ET A LA BANANE PLANTAIN

C) FINANCER LA FORMATION DE CHERCHEURS ET DE TECHNICIENS.

ARTICLE 3

1. LE SIEGE DE L'ORGANISATION EST A MONTPELLIER, FRANCE. L'ENSEMBLE DE SES ACTIVITES EST COORDONNE DEPUIS LE SIEGE.

2. L'ORGANISATION PEUT CREER DES BUREAUX CHARGES DE COORDONNER SES ACTIVITES AU NIVEAU REGIONAL.

3. L'ORGANISATION PEUT CONSTITUER EGALEMENT DES UNITES OPERATIONNELLES OU ELLE LE JUGE UTILE.

ARTICLE 4

L'ORGANISATION ENTREPREND TOUTES LES ACTIVITES FAVORABLES A LA REALISATION DE SES OBJECTIFS, ET NOTAMMENT ELLE PEUT :

A) COORDONNER OU MENER DES RECHERCHES FONDAMENTALES ET APPLIQUEES AU BENEFICE DES PROGRAMMES NATIONAUX ;

B) FINANCER OU AIDER LA RECHERCHE AGRICOLE ENTREPRISE PAR DES GOUVERNEMENTS, PAR DES ORGANISMES ET AGENCES PUBLICS OU PRIVES, INTERNATIONAUX OU NATIONAUX, OU PAR DES INDIVIDUS ;

C) CREER, ENTRETENIR ET EXPLOITER DES CENTRES D'INFORMATIONS ET DE DONNEES ET DES INSTALLATIONS UTILES A LA RECHERCHE ET AUX AUTRES ACTIVITES EN RAPPORT AVEC SES OBJECTIFS ;

D) PARRAINER OU FINANCER LA TENUE DE CONFÉRENCES, ATELIERS DE TRAVAIL, SEMINAIRES ET AUTRES RÉUNIONS ;

E) FORMER DES CHERCHEURS ET DES TECHNICIENS OU FINANCER LEUR FORMATION.

ARTICLE 5

POUR ATTEINDRE SES OBJECTIFS, L'ORGANISATION PEUT NOTAMMENT :

A) SIGNER TOUT CONTRAT OU CONVENTION AVEC DES GOUVERNEMENTS, AVEC DES ORGANISMES ET AGENCES INTERNATIONAUX OU NATIONAUX, PUBLICS OU PRIVÉS, OU AVEC DES PERSONNES PHYSIQUES,

B) ENGAGER DU PERSONNEL,

C) ACQUÉRIR ET DÉTENIR DES BIENS IMMOBILIERS OU TOUTS LES INTÉRÊTS Y ATTACHÉS, ET LES ALIÉNER LIBREMENT,

D) ACQUÉRIR DES BIENS MOBILIERS, Y COMPRIS DES FONDS, DROITS ET CONCESSIONS, PAR VOIE DE DONATION, ÉCHANGE, LEGS OU AUTREMENT, DE TOUT GOUVERNEMENT, TOUT ORGANISME OU TOUTE PERSONNE, ET DÉTENIR, ADMINISTRER, POSSEDER, EXPLOITER, UTILISER ET ALIÉNER CEUX-CI LIBREMENT,

E) ENTAMER DES POURSUITES ET ASSURER SA DÉFENSE DANS LE OU LES PAYS OU ELLE EST ÉTABLIE OU AILLEURS,

F) SE LIVRER À TOUTE AUTRE ACTIVITÉ TENDANT À LA RÉALISATION DE SES OBJECTIFS.

ARTICLE 6

LES PRINCIPALES RESSOURCES FINANCIÈRES DE L'ORGANISATION SONT CONSTITUÉES PAR DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES FOURNIES PAR LES ÉTATS PARTIES, D'AUTRES ÉTATS, DES INSTITUTIONS PUBLIQUES OU PRIVÉES, INTERNATIONALES OU NATIONALES.

ARTICLE 7

L'ORGANISATION, SON PERSONNEL, LEURS FAMILLES ET LES PERSONNES À LEUR CHARGE JOUISSENT DES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS PRÉVUS DANS LES ACCORDS CONCLUS AVEC LES ÉTATS OU SONT SITUÉS LE SIÈGE ET LES BUREAUX, RÉGIONAUX OU AUTRES, DE L'ORGANISATION.

ARTICLE 8

LES LANGUES DE TRAVAIL DE L'ORGANISATION UTILISÉES EN TANT QU'IL Y A UN BESOIN, SONT L'ANGLAIS, L'ESPAGNOL ET LE FRANÇAIS.

TITRE II : STRUCTUREARTICLE 9

L'ORGANISATION COMPREND LES ORGANES SUIVANTS :

- UN GROUPE DE SOUTIEN ;
- UN CONSEIL D'ADMINISTRATION ;
- UN DIRECTEUR.

CHAPITRE I - LE GROUPE DE SOUTIENARTICLE 10

1. LE GROUPE DE SOUTIEN COMPREND :

- LES REPRESENTANTS DES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,
- LES REPRESENTANTS D'ETATS ET LES REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES ET NON GOUVERNEMENTALES, ET DES INSTITUTIONS PUBLIQUES OU PRIVEES, QUI CONTRIBUENT AU BUDGET DE L'ORGANISATION.

ARTICLE 11

LE GROUPE DE SOUTIEN SE REUNIT AU MOINS UNE FOIS L'AN AU SIEGE DE L'ORGANISATION OU DANS TOUT AUTRE LIEU DECIDE PAR LE GROUPE DE SOUTIEN.

IL ADOPTE SON REGLEMENT INTERIEUR. IL ELIT SON PRESIDENT LORS DE CHAQUE SESSION.

LE GROUPE DE SOUTIEN ADRESSE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN TENANT COMPTE DES OBJECTIFS DE LA PRESENTE CONVENTION, LES ORIENTATIONS GENERALES QU'IL SOUHAITE LUI VOIR SUIVRE.

IL DONNE SON AVAL AUX PROGRAMMES ET BUDGET ANNUELS DE L'ORGANISATION ADOPTES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION. SEULS LES MEMBRES DU GROUPE DE SOUTIEN QUI CONTRIBUENT FINANCIEREMENT AUX ACTIVITES DE L'ORGANISATION PRENNENT PART AUX DELIBERATIONS ET AUX DECISIONS BUDGETAIRES.

LE GROUPE DE SOUTIEN INFORME SANS DELAI LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SES CONCLUSIONS.

ARTICLE 12

LE GROUPE DE SOUTIEN NOMME LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, SUR PROPOSITION DE CELUI-CI.

CHAPITRE II - LE CONSEIL D'ADMINISTRATIONARTICLE 13

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION COMPREND 11 ADMINISTRATEURS :

- DEUX MEMBRES DE DROIT :

A) LE DIRECTEUR DE L'ORGANISATION,

B) UN ADMINISTRATEUR DE LA NATIONALITE DE L'ETAT DU SIEGE ;

- NEUF AUTRES MEMBRES :

C) CINQ ADMINISTRATEURS NOMMES PARMI LES PERSONNES PROVENANT DES ETATS PRODUCTEURS DE BANANES ET DE BANANES PLANTAINS,

D) QUATRE ADMINISTRATEURS NOMMES EN FONCTION DE LEURS COMPETENCES SCIENTIFIQUES OU ADMINISTRATIVES.

LES ADMINISTRATEURS MENTIONNES AUX ALINEAS C) ET D) SONT NOMMES POUR TROIS ANS RENOVELABLES UNE FOIS. TOUTEFOIS LORS DE LA PREMIERE CONSTITUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION UN TIERS DES MEMBRES EST NOMME POUR 1 AN, UN TIERS POUR DEUX ANS, UN TIERS POUR TROIS ANS.

EN CAS DE VACANCE D'UN POSTE, CE DERNIER EST POURVU PAR LE GROUPE DE SOUTIEN LORS DE SA PROCHAINE SESSION.

ARTICLE 14

1. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ADOPTE LE PROGRAMME ET LE BUDGET ANNUELS PREPARES PAR LE DIRECTEUR.

2. EN OUTRE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

A) ELIT SON PRESIDENT ET SON VICE-PRESIDENT, ETABLIT ET ADOPTE LES REGLEMENTS ET PROCEDURES A SUIVRE AU COURS DE SES REUNIONS POUR LA CONDUITE GENERALE DES AFFAIRES DE L'ORGANISATION,

B) NOMME LE DIRECTEUR DE L'ORGANISATION APRES CONSULTATION DU GROUPE DE SOUTIEN,

C) ETABLIT ET ADOPTE, CONFORMEMENT AUX PRINCIPES COMPTABLES GENERALEMENT ACCEPTES, LES LIGNES DIRECTRICES GENERALES DEVANT SERVIR A L'ELABORATION DES PREVISIONS BUDGETAIRES ORDINAIRES ET A LA REGLEMENTATION DES AFFAIRES FINANCIERES DE L'ORGANISATION,

D) NOMME DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDEPENDANTS DE L'ORGANISATION AYANT UNE COMPETENCE RECONNUE SUR LE PLAN INTERNATIONAL, POUR VERIFIER ANNUELLEMENT LES COMPTES DE L'ORGANISATION,

E) DEFINIT, EN TENANT DUMENT COMPTE DES OBJECTIFS DE LA PRESENTE CONVENTION, LA POLITIQUE GENERALE DE L'ORGANISATION ET

DECIDE DE LA MISE EN OEUVRE OPERATIONNELLE ET ADMINISTRATIVE DE CELLE-CI,

F) SOUMET AUX MEMBRES DU GROUPE DE SOUTIEN, DANS UN LAPS DE TEMPS RAISONNABLE APRES LA FIN DE CHAQUE ANNEE D'OPERATION, UN RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE L'ORGANISATION INCLUANT LES COMPTES DE L'ORGANISATION ET LE RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.

3. LE GROUPE DE SOUTIEN FAIT PROCEDER PERIODIQUEMENT A UNE EVALUATION PAR DES PERSONNES INDEPENDANTES DE L'ORGANISATION DE LA FACON DONT CETTE DERNIERE S'EST EMPLOYEE A REALISER SES OBJECTIFS. LE MANDAT ET LA COMPOSITION DE L'EQUIPE CHARGÉE DE CETTE EVALUATION SONT DEFINIS PAR LE GROUPE DE SOUTIEN EN LIAISON AVEC LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

UNE PREMIERE EVALUATION EST EFFECTUEE A L'ISSUE DES TROIS PREMIERES ANNEES D'EXISTENCE DE L'ORGANISATION.

ARTICLE 15

A) LE CONSEIL D'ADMINISTRATION SE REUNIT AU MOINS UNE FOIS L'AN.

B) LES REUNIONS DU CONSEIL SE TIENNENT DANS L'ETAT DU SIEGE DE L'ORGANISATION, OU EN TEL AUTRE LIEU QUE LE CONSEIL CHOISIT.

C) LA PRESENCE DE SIX ADMINISTRATEURS A UNE REUNION EST REQUISE POUR QU'IL Y AIT QUORUM.

ARTICLE 16

1) IL EST ETABLI UN COMITE EXECUTIF DONT LES MEMBRES SONT ELUS CHAQUE ANNEE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, ET QUI EST COMPOSE DU PRESIDENT, DU VICE-PRESIDENT, DU DIRECTEUR ET D'AU MOINS UN DES AUTRES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

LE COMITE EXECUTIF AGIT AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ENTRE LES REUNIONS DE CE DERNIER, DANS TOUTES LES AFFAIRES QUE LE CONSEIL PEUT LUI DELEGUER.

TOUTES LES AFFAIRES MENEES PAR LE COMITE EXECUTIF FONT L'OBJET D'UN RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION LORS DE SA PROCHAINE REUNION.

LA PRESENCE DE TROIS MEMBRES DU COMITE EXECUTIF EST REQUISE LORS D'UNE REUNION POUR QU'IL Y AIT QUORUM.

2) LE CONSEIL D'ADMINISTRATION CONSTITUE TOUT COMITE QU'IL JUGE NECESSAIRE.

CHAPITRE III - LE DIRECTEURARTICLE 17

LE DIRECTEUR REPRESENTE L'ORGANISATION.

LE DIRECTEUR MET EN OEUVRE LES POLITIQUES ELABOREES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

IL INFORME LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EXPLOITATION ET DE LA GESTION DE L'ORGANISATION ET LUI REND COMPTE DU DEVELOPPEMENT ET DE LA REALISATION DES PROGRAMMES ET OBJECTIFS DE L'ORGANISATION.

IL DISPOSE A CET EFFET DES MOYENS EN PERSONNELS NECESSAIRES.

ARTICLE 18

LE DIRECTEUR ETABLIT DANS LE CADRE DES POLITIQUES DE L'ORGANISATION, LES RELATIONS DE COOPERATION NECESSAIRES AVEC LES ETATS, LES ORGANISMES ET AGENCES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX, PUBLICS ET PRIVES, ET AVEC LES UNIVERSITES QUI SONT ENGAGES DANS UNE ACTIVITE INTERESSANT LA RECHERCHE SUR L'AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE LA BANANE ET DE LA BANANE PLANTAIN.

TITRE III : - DISPOSITIONS FINALESARTICLE 19

LA PRESENTE CONVENTION EST OUVERTE A LA SIGNATURE DES ETATS JUSQU'AU 31.12.88.

ELLE EST SOUMISE A LA RATIFICATION, L'APPROBATION OU L'ACCEPTATION. ELLE ENTRERA EN VIGUEUR TRENTE JOURS APRES LE DEPOT DU TROISIEME INSTRUMENT DE RATIFICATION, D'APPROBATION OU D'ACCEPTATION AUPRES DU DEPOSITAIRE.

TOUT ETAT NON SIGNATAIRE DE LA PRESENTE CONVENTION POURRA Y ADHERER SUR INVITATION DES ETATS PARTIES.

L'ADHESION PRENDRA EFFET TRENTE JOURS APRES LE DEPOT DE L'INSTRUMENT D'ADHESION.

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE EST LE DEPOSITAIRE DE LA PRESENTE CONVENTION.

ARTICLE 20

LA PRESENTE CONVENTION POURRA ETRE MODIFIEE DANS LES CONDITIONS SUIVANTES :

TOUTE PROPOSITION DE MODIFICATION DEVRA EMANER SOIT D'UN ETAT PARTIE, SOIT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. DANS LE CAS D'UNE

PROPOSITION EMANANT D'UN ETAT PARTIE, CELLE-CI EST SOUMISE POUR AVIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION QUI DISPOSE D'UN DELAI DE SIX MOIS POUR DONNER SON AVIS.

LA PROPOSITION DE MODIFICATION EST COMMUNIQUEE, ACCOMPAGNEE, S'IL Y A LIEU, DE L'AVIS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, PAR LE DIRECTEUR DE L'ORGANISATION A TOUS LES ETATS PARTIES ET AUX AUTRES MEMBRES DU GROUPE DE SOUTIEN SIX MOIS AU MOINS AVANT LA PROCHAINE SESSION DU GROUPE DE SOUTIEN.

LA PROPOSITION SERA EXAMINEE PAR LES ETATS PARTIES EN SESSION EXTRAORDINAIRE ; SON ADOPTION DEVRA L'ETRE PAR L'ENSEMBLE DE CES ETATS PARTIES. ELLE ENTRERA EN VIGUEUR 30 JOURS APRES LE DEPOT DU DERNIER INSTRUMENT DE RATIFICATION, D'APPROBATION OU D'ACCEPTATION DES ETATS PARTIES.

ARTICLE 21

TOUT ETAT PEUT AVEC UN PREAVIS D'UN AN DENONCER LA PRESENTE CONVENTION ET SE RETIRER DE L'ORGANISATION.

DANS CE CAS LES ETATS PARTIES ARRENT SI BESOIN LES MESURES NECESSAIRES A LA POURSUITE DES OBJECTIFS DE L'ORGANISATION.

ARTICLE 22

1) SI LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DECIDE PAR UN VOTE MAJORITAIRE DES TROIS QUARTS DE SES MEMBRES QUE LES OBJECTIFS DE L'ORGANISATION ONT ETE REALISES OU QUE CELLE-CI N'EST PLUS EN MESURE DE FONCTIONNER EFFICACEMENT NOTAMMENT EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DES MOYENS FINANCIERS DONT ELLE DISPOSE, IL PEUT PROPOSER PAR L'INTERMEDIAIRE DU DIRECTEUR AU GROUPE DE SOUTIEN LA DISSOLUTION DE L'ORGANISATION.

LE GROUPE DE SOUTIEN EST TENU D'EXAMINER CETTE PROPOSITION. LES ETATS PARTIES DECIDENT SOIT DE CONTINUER LES TRAVAUX DE L'ORGANISATION TROUVANT LES MOYENS FINANCIERS NECESSAIRES A CET EFFET, SOIT DE DISSOUDRE CELLE-CI.

2) EN CAS DE DISSOLUTION, LES BIENS IMMOBILIERS DE L'ORGANISATION FONT RETOUR A L'ETAT SUR LE TERRITOIRE DUQUEL ILS SE SITUENT.

LES AUTRES BIENS, SAUF DISPOSITIONS CONTRAIRES ARRETEES A L'UNANIMITE PAR LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION SONT TRANSFERES A DES ORGANISATIONS OU INSTITUTIONS POURSUIVANT DES OBJECTIFS SIMILAIRES A CEUX DE L'ORGANISATION.

En foi de quoi, les représentants des Etats dûment autorisés à cet effet ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le 27 octobre 1988 en trois exemplaires en langues française, anglaise et espagnol, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :

Pour le Gouvernement de l'Australie :

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

[L. SMOLDEREN]¹

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil :

Pour le Gouvernement de la République du Burundi :

Pour le Gouvernement de la République du Cameroun :

Pour le Gouvernement du Canada :

[DAVID S. WRIGHT]

Pour le Gouvernement de la République de Colombie :

[NOHORA BATEMAN]

Pour le Gouvernement de la République de Costa Rica :

¹ Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement français.

Pour le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire :

Pour le Gouvernement de la République de l'Equateur :

Pour le Gouvernement de l'Ethiopie socialiste :

Pour le Gouvernement de la République française :

[JEAN-PIERRE MASSET]

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour le Gouvernement de la République du Honduras :

Pour le Gouvernement de la République de l'Inde :

Pour le Gouvernement de la République d'Indonésie :

Pour le Gouvernement de la République italienne :

Pour le Gouvernement de la Jamaïque :

Pour le Gouvernement de la Malaisie :

Pour le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria :

Pour le Gouvernement de la République de l'Ouganda :

Pour le Gouvernement de la République de Panama :

Pour le Gouvernement de la République des Philippines :

[FELICIDAD B. GONZALES]

Pour le Gouvernement de la République rwandaise :

Pour le Gouvernement de Sainte-Lucie :

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal :

[MASSAMBA SARRE]

Pour le Gouvernement de la République de Somalie :

Pour le Gouvernement de la République Unie de Tanzanie :

Pour le Gouvernement de la République togolaise :

Pour le Gouvernement de la République du Zaïre :

AGREEMENT¹ ESTABLISHING THE INTERNATIONAL NETWORK FOR THE IMPROVEMENT OF BANANA AND PLANTAIN

THE PARTIES TO THE PRESENT AGREEMENT,

RECOGNIZING THAT BANANAS AND PLANTAINS ARE STAPLE FOODS
FOR A LARGE PART OF THE POPULATION IN DEVELOPING COUNTRIES, AND
THAT THESE CROPS ARE THREATENED BY SERIOUS DISEASES AND OTHER
PROBLEMS THAT ARE THE SUBJECT OF RESEARCH,

SHARING THE VIEW THAT AN INTERNATIONAL ORGANIZATION
SHOULD BE CREATED TO PROMOTE AND COORDINATE RESEARCH AND GERMPLASM
EXCHANGE, AND

BELIEVING THAT THE ORGANIZATION SHOULD BE IN THE FORM
OF A DECENTRALIZED NETWORK WHICH WILL LINK AND STRENGTHEN EXISTING
NATIONAL RESEARCH PROGRAMS,

HAVE AGREED AS FOLLOWS :

PART 1 : OBJECTIVES AND FUNCTIONS

ARTICLE 1

THERE IS HEREBY ESTABLISHED AN AUTONOMOUS, NON-PROFIT
INTERNATIONAL ORGANIZATION CALLED THE INTERNATIONAL NETWORK FOR
THE IMPROVEMENT OF BANANA AND PLANTAIN, HEREINAFTER REFERRED TO AS
THE "ORGANIZATION".

¹ Came into force on 25 August 1990, i.e., 30 days after the date of deposit of the third instrument of ratification, approval or acceptance with the Government of France, in accordance with article 19:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification or approval (A)</i>
Canada	8 September 1989
France	26 July 1990 A
Philippines	4 December 1989

Subsequently, the Agreement came into force for the following State 30 days after the date of deposit of the instrument of ratification with the Government of France, in accordance with article 19:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification</i>
Senegal	18 September 1990
(With effect from 18 October 1990.)	

THE ORGANIZATION SHALL POSSESS FULL JURIDICAL PERSONALITY. IN THE TERRITORIES OF THE PARTIES, THE ORGANIZATION SHALL ENJOY THE FULL LEGAL STATUS ACCORDED TO JURIDICAL PERSONS BY THE LAWS OF THOSE COUNTRIES. THE ORGANIZATION MAY ACQUIRE OR DISPOSE OF REAL AND PERSONAL PROPERTY AND MAY INSTITUTE LEGAL PROCEEDINGS.

ARTICLE 2

1. THE GENERAL OBJECTIVE OF THE ORGANIZATION IS TO IMPROVE THE PRODUCTION OF BANANA AND PLANTAIN GROWN FOR DOMESTIC CONSUMPTION WITHIN PRODUCING COUNTRIES.

2. THE SPECIFIC OBJECTIVES OF THE ORGANIZATION ARE :

- A) TO INITIATE, ENCOURAGE, SUPPORT, CONDUCT AND COORDINATE RESEARCH AIMED AT IMPROVING THE PRODUCTION OF BANANA AND PLANTAIN ;
- B) TO PROMOTE THE GATHERING AND EXCHANGE OF DOCUMENTATION AND INFORMATION PERTAINING TO BANANAS AND PLANTAINS : AND ,
- C) TO SUPPORT TRAINING FOR RESEARCHERS AND TECHNICIANS.

ARTICLE 3

1. THE HEADQUARTERS OF THE ORGANIZATION SHALL BE IN MONTPELLIER, FRANCE. ALL THE ACTIVITIES OF THE ORGANIZATION SHALL BE COORDINATED FROM ITS HEADQUARTERS.

2. THE ORGANIZATION MAY ESTABLISH REGIONAL OFFICES RESPONSIBLE FOR COORDINATING ITS ACTIVITIES AT THE REGIONAL LEVEL.

3. THE ORGANIZATION MAY ALSO ESTABLISH OPERATIONAL UNITS WHEREVER IT DEEMS NECESSARY.

ARTICLE 4

THE ORGANIZATION SHALL UNDERTAKE ALL SUCH ACTIVITIES AS ARE CONDUCTIVE TO THE REALIZATION OF ITS OBJECTIVES AND, WITHOUT LIMITING THE GENERALITY OF THE FOREGOING, IT SHALL :

A) COORDINATE OR CONDUCT BASIC AND APPLIED RESEARCH IN SUPPORT OF NATIONAL PROGRAMS ;

B) SUPPORT OR ASSIST AGRICULTURAL RESEARCH BY GOVERNMENTS, PUBLIC OR PRIVATE INTERNATIONAL OR NATIONAL ORGANIZATIONS AND AGENCIES, OR INDIVIDUALS ;

C) ESTABLISH, MAINTAIN AND OPERATE INFORMATION AND OTHER DATA CENTRES, AND FACILITIES FOR RESEARCH AND OTHER ACTIVITIES RELEVANT TO ITS OBJECTIVES ;

D) SPONSOR OR SUPPORT CONFERENCES, WORKSHOPS, SEMINARS AND OTHER MEETINGS AND ,

E) TRAIN OR SUPPORT THE TRAINING OF RESEARCHERS AND TECHNICIANS.

ARTICLE 5

IN ORDER TO REACH ITS OBJECTIVES, THE ORGANIZATION MAY :

A) ENTER INTO CONTRACTS OR AGREEMENTS WITH GOVERNMENTS, PUBLIC OR PRIVATE INTERNATIONAL OR NATIONAL ORGANIZATIONS AND AGENCIES, OR INDIVIDUALS ;

B) EMPLOY PERSONNEL ;

C) ACQUIRE AND HOLD REAL PROPERTY OR ANY INTEREST THEREIN AND ALIENATE THE SAME FREELY ;

D) ACQUIRE PERSONAL PROPERTY, INCLUDING FUNDS, RIGHTS AND CONCESSIONS, BY DONATION, EXCHANGE, BEQUEST, OR OTHERWISE, FROM ANY GOVERNMENT, ORGANIZATION, OR PERSON, AND HOLD, ADMINISTER, OWN, OPERATE, USE OR DISPOSE OF THE SAME FREELY ;

E) BE A PARTY IN LEGAL PROCEEDINGS IN THE COUNTRY OR COUNTRIES IN WHICH IT IS ESTABLISHED OR ELSEWHERE;AND,

F) ENGAGE IN SUCH ACTIVITIES AS ARE CONDUCTIVE TO THE REALIZATION OF ITS OBJECTIVES.

ARTICLE 6

THE PRINCIPAL FINANCIAL SUPPORT FOR THE ORGANIZATION SHALL BE DERIVED FROM VOLUNTARY CONTRIBUTIONS PROVIDED BY THE PARTIES TO THIS AGREEMENT, AND OTHER STATES, AND BY INTERGOVERNMENTAL AND NON-GOVERNMENTAL INTERNATIONAL ORGANIZATIONS AND PUBLIC OR PRIVATE INSTITUTIONS.

ARTICLE 7

THE ORGANIZATION, ITS PERSONNEL AND THEIR FAMILIES AND DEPENDANTS SHALL ENJOY THE PRIVILEGES AND IMMUNITIES SET OUT IN THE AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE STATES IN WHICH THE HEADQUARTERS AND THE REGIONAL AND OTHER OFFICES OF THE ORGANIZATION ARE SITUATED.

ARTICLE 8

THE WORKING LANGUAGES OF THE ORGANIZATION SHALL BE ENGLISH, FRENCH AND SPANISH, AS REQUIRED.

PART 2 : STRUCTUREARTICLE 9

THE ORGANIZATION SHALL BE OPERATED BY THE FOLLOWING :

- A SUPPORT GROUP ;
- A BOARD OF TRUSTEES ; AND
- A DIRECTOR.

CHAPTER I - THE SUPPORT GROUPARTICLE 10

THE MEMBERS OF THE SUPPORT GROUP SHALL BE :

- A) THE REPRESENTATIVES OF THE PARTIES TO THIS AGREEMENT,
AND
- B) THE REPRESENTATIVES OF THE STATES AND THE REPRESENTATIVES OF INTERGOVERNMENTAL AND NON-GOVERNMENTAL

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS, AND OF PUBLIC AND PRIVATE INSTITUTIONS THAT MAKE CONTRIBUTIONS TO THE BUDGET OF THE ORGANIZATION.

ARTICLE 11

THE SUPPORT GROUP SHALL MEET AT LEAST ONCE ANNUALLY AT THE HEADQUARTERS OF THE ORGANIZATION OR IN SUCH OTHER PLACE AS THE SUPPORT GROUPE MAY DESIGNATE.

THE SUPPORT GROUP SHALL ADOPT ITS RULES OF PROCEDURE. AT EACH SESSION, IT SHALL SELECT ITS CHAIRMAN.

BEARING IN MIND THE OBJECTIVES OF THIS CONVENTION, THE SUPPORT GROUP SHALL INFORM THE BOARD OF TRUSTEES OF THE GENERAL ORIENTATION IT WISHES THE BOARD OF TRUSTEES TO PURSUE.

THE SUPPORT GROUP SHALL ENDORSE THE ORGANIZATION'S ANNUAL PROGRAM OF WORK AND BUDGET ADOPTED BY THE BOARD OF TRUSTEES. ONLY THOSE MEMBERS OF THE SUPPORT GROUP THAT PROVIDE FINANCIAL SUPPORT TO THE ACTIVITIES OF THE ORGANIZATION MAY TAKE PART IN DISCUSSIONS RELATING TO THE BUDGET.

THE SUPPORT GROUP SHALL PROMPTLY INFORM THE BOARD OF TRUSTEES OF ITS CONCLUSIONS.

ARTICLE 12

THE SUPPORT GROUP SHALL APPOINT, ON THE RECOMMENDATION OF THE BOARD OF TRUSTEES, THE MEMBERS OF THE BOARD OF TRUSTEES.

CHAPTER II - BOARD OF TRUSTEES

ARTICLE 13

THE BOARD OF TRUSTEES SHALL BE MADE UP OF ELEVEN TRUSTEES :

- TWO EX-OFFICIO TRUSTEES :

A) THE DIRECTOR OF THE ORGANIZATION ; AND

B) ONE TRUSTEE WHO IS A CITIZEN OF THE COUNTRY IN WHICH THE HEADQUARTERS OF THE ORGANIZATION ARE SITUATED ; AND

- NINE OTHER TRUSTEES :

C) FIVE TRUSTEES FROM BANANA AND PLANTAIN PRODUCING COUNTRIES ; AND

D) FOUR TRUSTEES APPOINTED ON THE BASIS OF THEIR SCIENTIFIC OR ADMINISTRATIVE EXPERTISE.

THE TRUSTEES MENTIONED IN PARAGRAPHS C) AND D) SHALL BE APPOINTED FOR A THREE-YEAR TERM THAT MAY BE RENEWED ONCE. UPON THE INITIAL CONSTITUTION OF THE BOARD OF TRUSTEES, ONE-THIRD OF THESE TRUSTEES SHALL BE APPOINTED FOR A ONE-YEAR TERM, ONE-THIRD FOR A TWO-YEAR TERM, AND ONE-THIRD FOR A THREE-YEAR TERM.

WHEN THE OFFICE OF A TRUSTEE BECOMES VACANT, THAT OFFICE SHALL BE FILLED BY THE SUPPORT GROUP AT ITS NEXT MEETING.

ARTICLE 14

1. THE BOARD OF TRUSTEES SHALL ADOPT THE ANNUAL PROGRAM OF WORK AND THE ANNUAL BUDGET WHICH ARE PREPARED BY THE DIRECTOR.

2. IN ADDITION, THE BOARD OF TRUSTEES SHALL :

A) ELECT ITS CHAIRMAN AND VICE-CHAIRMAN AND ESTABLISH AND ADOPT RULES OF PROCEDURE FOR THE CONDUCT OF ITS MEETINGS AND BY-LAWS FOR THE GENERAL GOVERNANCE OF THE AFFAIRS OF THE ORGANIZATION ;

B) APPOINT THE DIRECTOR OF THE ORGANIZATION FOLLOWING CONSULTATIONS WITH THE SUPPORT GROUP;

C) IN ACCORDANCE WITH GENERALLY RECOGNIZED ACCOUNTING PRINCIPLES, ESTABLISH AND ADOPT THE GENERAL GUIDELINES FOR THE PREPARATION OF REGULAR BUDGETARY ESTIMATES AND FOR THE REGULATION OF THE FINANCIAL AFFAIRS OF THE ORGANIZATION

- D) APPOINT INDEPENDANT EXTERNAL AUDITORS OF RECOGNIZED INTERNATIONAL COMPETENCE TO CONDUCT ANNUAL AUDITS OF THE ACTIVITIES OF THE ORGANIZATION ;
- E) DETERMINE, BEARING IN MIND THE OBJECTIVES OF THIS CONVENTION, THE GENERAL POLICY OF THE ORGANIZATION AND LAY DOWN THE CONDITIONS UPON WHICH THE GENERAL POLICY IS TO BE OPERATIONALLY AND ADMINISTRATIVELY IMPLEMENTED ;
- F) SUBMIT TO THE MEMBERS OF THE SUPPORT GROUP, WITHIN A REASONABLE TIME AFTER THE TERMINATION OF EACH OPERATIONAL YEAR, A REPORT RELATING TO THE ACTIVITIES OF THE ORGANIZATION FOR THAT YEAR, INCLUDING THE FINANCIAL STATEMENT OF THE ORGANIZATION, AND THE REPORT OF THE EXTERNAL AUDITORS THEREON.

3. THE SUPPORT GROUP SHALL PERIODICALLY CAUSE AN INDEPENDENT EVALUATION TO BE CONDUCTED OF THE ORGANIZATION'S PERFORMANCE IN ACHIEVING ITS OBJECTIVES. THE SUPPORT GROUP SHALL DETERMINE IN CONJUNCTION WITH THE BOARD OF TRUSTEES THE TERMS OF REFERENCE AND COMPOSITION OF THE TEAM RESPONSIBLE FOR CARRYING OUT THIS EVALUATION.

A FIRST EVALUATION SHALL BE CONDUCTED AFTER THE ORGANIZATION WILL HAVE BEEN IN EXISTENCE FOR THREE YEARS.

ARTICLE 15

1. THE BOARD OF TRUSTEES SHALL MEET AT LEAST ONCE ANNUALLY.
2. MEETINGS OF THE BOARD SHALL BE HELD IN THE COUNTRY WHERE THE HEADQUARTERS OF THE ORGANIZATION ARE SITUATED, OR IN SUCH OTHER PLACE AS THE BOARD MAY DESIGNATE.
3. SIX TRUSTEES PRESENT AT A MEETING SHALL CONSTITUTE A QUORUM.

ARTICLE 16

1. THERE SHALL BE AN EXECUTIVE COMMITTEE OF THE ORGANIZATION, ANNUALLY ELECTED BY THE BOARD OF TRUSTEES, CONSISTING OF THE CHAIRMAN, THE VICE-CHAIRMAN, THE DIRECTOR AND AT LEAST ONE OTHER TRUSTEE.

THE EXECUTIVE COMMITTEE SHALL ACT FOR THE BOARD OF TRUSTEES BETWEEN BOARD MEETINGS ON ALL MATTERS WHICH THE BOARD DELEGATES TO IT .

ALL BUSINESS CARRIED OUT BY THE EXECUTIVE COMMITTEE SHALL BE REPORTED TO THE BOARD OF TRUSTEES AT ITS NEXT MEETING.

THREE MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE PRESENT AT A MEETING SHALL CONSTITUTE A QUORUM.

2. THE BOARD OF TRUSTEES SHALL APPOINT SUCH COMMITTEES AS IT DEEMS NECESSARY.

CHAPTER III - THE DIRECTORARTICLE 17

THE DIRECTOR SHALL REPRESENT THE ORGANIZATION.

THE DIRECTOR SHALL IMPLEMENT THE POLICIES ESTABLISHED BY THE BOARD OF TRUSTEES .

THE DIRECTOR SHALL INFORM THE BOARD OF TRUSTEES OF THE OPERATION AND MANAGEMENT OF THE ORGANIZATION AND SHALL REPORT ON THE DEVELOPMENT AND REALIZATION OF THE ORGANIZATION'S PROGRAMS AND OBJECTIVES .

THE DIRECTOR SHALL RECRUIT THE STAFF REQUIRED BY THE ORGANIZATION.

ARTICLE 18

WITHIN THE FRAMEWORK OF THE POLICIES OF THE ORGANIZATION THE DIRECTOR SHALL ESTABLISH, AS NECESSARY, COOPERATIVE RELATION-

SHIPS WITH STATES, PUBLIC AND PRIVATE NATIONAL AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS AND AGENCIES, AND UNIVERSITIES THAT ARE ENGAGED IN ACTIVITIES RELATED TO RESEARCH ON THE IMPROVEMENT OF BANANA AND PLANTAIN.

PART 3 : FINAL CLAUSES

ARTICLE 19

THIS AGREEMENT SHALL BE OPEN FOR SIGNATURE BY THE STATES UNTIL 31ST OF DECEMBER 1988.

THE AGREEMENT IS SUBJECT TO RATIFICATION, APPROVAL OR ACCEPTANCE. IT SHALL COME INTO EFFECT THIRTY DAYS AFTER THE THIRD INSTRUMENT OF RATIFICATION, APPROVAL OR ACCEPTANCE HAS BEEN DEPOSITED WITH THE DEPOSITARY.

ANY STATE NOT SIGNING THIS AGREEMENT MAY BECOME A PARTY TO IT AT THE INVITATION OF THE PARTIES.

ACCESSION SHALL TAKE EFFECT THIRTY DAYS AFTER THE INSTRUMENT OF ACCESSION IS DEPOSITED.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FRANCE SHALL BE THE DEPOSITARY OF THIS AGREEMENT.

ARTICLE 20

THIS AGREEMENT MAY BE AMENDED IN ACCORDANCE WITH THE FOLLOWING PROCEDURE :

A PARTY OR THE BOARD OF TRUSTEES MAY PROPOSE AN AMENDMENT. WHERE A PARTY PROPOSES AN AMENDMENT, THE PROPOSAL SHALL BE SUBMITTED TO THE BOARD OF TRUSTEES FOR COMMENT. THE BOARD OF TRUSTEES SHALL MAKE ITS COMMENTS KNOWN WITHIN A SIX-MONTH PERIOD.

SIX MONTHS PRIOR TO THE NEXT MEETING OF THE SUPPORT GROUP, THE PROPOSED AMENDMENT, TOGETHER WITH THE COMMENTS OF THE BOARD OF TRUSTEES, AS THE CASE MAY BE, SHALL BE COMMUNICATED BY THE DIRECTOR TO THE PARTIES AND THE OTHER MEMBERS OF THE SUPPORT GROUP.

THE PROPOSED AMENDMENT SHALL BE STUDIED BY THE PARTIES IN THE COURSE OF A SPECIAL MEETING. ITS ADOPTION REQUIRES THE APPROVAL OF ALL PARTIES. IT SHALL COME INTO EFFECT THIRTY (30) DAYS FOLLOWING THE LAST INSTRUMENT OF RATIFICATION, APPROVAL OR ACCEPTANCE HAS BEEN DEPOSITED BY VOTING MEMBERS.

ARTICLE 21

ANY PARTY MAY, ON ONE YEAR'S NOTICE, TERMINATE ITS ACCESSION TO THIS AGREEMENT AND WITHDRAW FROM THE ORGANIZATION.

IN SUCH A CASE, THE PARTIES SHALL DECIDE WHAT ACTION, IF ANY, IS NECESSARY TO ENSURE CONTINUED PURSUIT OF THE ORGANIZATION'S OBJECTIVES.

ARTICLE 22

1. IF THE BOARD OF TRUSTEES DETERMINES BY A MAJORITY VOTE OF THREE-QUARTERS OF ITS MEMBERS THAT THE OBJECTIVES OF THE ORGANIZATION HAVE BEEN ATTAINED OR THAT THE ORGANIZATION IS NO LONGER ABLE TO FUNCTION EFFECTIVELY, IN PARTICULAR BECAUSE OF INSUFFICIENT FINANCIAL RESOURCES, IT MAY PROPOSE TO THE SUPPORT GROUP, THROUGH THE DIRECTOR, THAT THE ORGANIZATION BE DISSOLVED.

THE SUPPORT GROUP SHALL STUDY THIS PROPOSAL. THE PARTIES SHALL DECIDE EITHER TO CONTINUE THE WORK OF THE ORGANIZATION BY FINDING THE NECESSARY FINANCIAL RESOURCES, OR TO DISSOLVE THE ORGANIZATION.

2. UPON DISSOLUTION, THE REAL PROPERTY OF THE ORGANIZATION SHALL REVERT TO THE COUNTRY IN WHICH SUCH PROPERTY IS SITUATED.

UNLESS OTHER ARRANGEMENTS ARE DETERMINED UNANIMOUSLY BY THE PARTIES TO THIS AGREEMENT, OTHER PROPERTY SHALL BE GIVEN TO ORGANIZATIONS OR INSTITUTIONS HAVING OBJECTIVES SIMILAR TO THOSE OF THE ORGANIZATION.

IN WITNESS THEREOF, the undersigned, by their duly authorized representatives have executed this Agreement.

DONE at Paris, France, this 27th day of October 1988, in three copies in English, French and Spanish, all texts being equally authoritative.

For the Government of the United States of America:

For the Government of Australia:

For the Government of the Kingdom of Belgium:

[L. SMOLDEREN]¹

For the Government of the Federal Republic of Brazil:

For the Government of the Republic of Burundi:

For the Government of the Republic of Cameroun:

For the Government of Canada:

[DAVID S. WRIGHT]

For the Government of Republic of Colombia:

[NOHORA BATEMAN]

For the Government of Republic of Costa Rica:

¹ The names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of France.

For the Government of Republic of Ivory Coast:

For the Government of Republic of Ecuador:

For the Government of Socialist Ethiopia:

For the Government of the Republic of France:

[JEAN-PIERRE MASSET]

For the Government of United Kingdom:

For the Government of the Republic of Honduras:

For the Government of Republic of India:

For the Government of Republic of Indonesia:

For the Government of Republic of Italy:

For the Government of Republic of Jamaica:

For the Government of Malaysia:

For the Government of Republic of Nigeria:

For the Government of Republic of Ouganda:

For the Government of Republic of Panama:

For the Government of Republic of Philippines:

[FELICIDAD B. GONZALES]

For the Government of Republic of Rwanda:

For the Government of Republic of Saint Lucia:

For the Government of Republic of Senegal:

[MASSAMBA SARRE]

For the Government of Democratic Republic of Somalia:

For the Government of United Republic of Tanzania:

For the Government of Republic of Togo:

For the Government of Republic of Zaïre:

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENIO SOBRE LA CREACIÓN DE UNA RED INTERNACIONAL PARA EL MEJORAMIENTO DE LOS CULTIVOS DE BANANO Y DE PLATANO

LOS FIRMANTES DE ESTE ACUERDO,

RECONOCIENDO QUE EL BANANO Y EL PLATANO SON ALIMENTOS BÁSICOS PARA GRAN NÚMERO DE PERSONAS EN MUCHOS PAÍSES EN DESARROLLO Y QUE ESTOS CULTIVOS SE VEN AMENAZADOS POR GRAVES ENFERMEDADES Y OTROS PROBLEMAS SOBRE LOS QUE SE REALIZAN INVESTIGACIONES,

CONSIDERANDO QUE DEBE CREARSE UNA ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DESTINADA A FOMENTAR Y COORDINAR LAS INVESTIGACIONES Y EL INTERCAMBIO DE MATERIAL GENÉTICO,

INTERESADOS EN QUE ESTA ORGANIZACIÓN ADOPTE LA FORMA DE UNA RED DECENTRALIZADA, QUE PERMITA VINCULAR Y CONSOLIDAR LOS PROGRAMAS DE INVESTIGACIONES REGIONALES Y NACIONALES EXISTENTES,

HAN ACORDADO LO SIGUIENTE :

TÍTULO I - OBJETIVOS Y MEDIOS

ARTÍCULO 1. -

POR EL PRESENTE DOCUMENTO SE ESTABLECE UNA ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL AUTÓNOMA SIN FINES DE LUCRO QUE RECIBIRA EL NOMBRE DE RED INTERNACIONAL PARA EL MEJORAMIENTO DEL CULTIVO DEL BANANO Y EL PLATANO, QUE EN ESTE DOCUMENTO SE DENOMINARA LA "ORGANIZACIÓN".

LA ORGANIZACIÓN TENDRA PERSONALIDAD JURÍDICA. EN LOS TERRITORIOS DE LOS ESTADOS PARTES DE LA ORGANIZACIÓN ESTA GOZARA DE LA PLENA CAPACIDAD LEGAL QUE SE RECONOCE A LAS PERSONAS JURÍDICAS EN LAS LEGISLACIONES NACIONALES. LA ORGANIZACIÓN PODRA ADQUIRIR O ENAJENAR BIENES MUEBLES E INMUEBLES Y PROMOVER ACCIONES LEGALES.

ARTÍCULO 2. -

1. EL OBJETIVO GENERAL DE LA ORGANIZACIÓN ES LA INTRODUCCIÓN DE MEJORAS EN LOS CULTIVOS DE BANANO Y PLATANO DESTINADOS AL CONSUMO INTERNO EN LOS PAÍSES PRODUCTORES.

2. LOS OBJETIVOS ESPECIFICOS DE LA ORGANIZACION SON :
- A) INICIAR, FOMENTAR, FINANCIAR, DIRIGIR Y COORDINAR INVESTIGACIONES DESTINADAS A INTRODUCIR MEJORAS EN EL CULTIVO DEL BANANO Y DEL PLATANO ;
 - B) FOMENTAR LA COMPILACION E INTERCAMBIO DE DOCUMENTOS E INFORMACION RELACIONADOS CON EL BANANO Y EL PLATANO ;
Y
 - C) FINANCIAR LA CAPACITACION DE INVESTIGADORES Y TECNICOS.

ARTICULO 3.-

- 1. LA ORGANIZACION TENDRA SU SEDE EN MONTPELLIER, FRANCIA, DESDE DONDE SE COORDINARA EL CONJUNTO DE SUS ACTIVIDADES.
- 2. LA ORGANIZACION PODRA ESTABLECER OFICINAS REGIONALES PARA LA COORDINACION DE SUS ACTIVIDADES A NIVEL REGIONAL.
- 3. LA ORGANIZACION PODRA TAMBIEN ESTABLECER UNIDADES OPERACIONALES EN CUALQUIER PAIS QUE ESTIME CONVENIENTE.

ARTICULO 4.-

LA ORGANIZACION EMPRENDERA TODAS LAS ACTIVIDADES NECESARIAS PARA ALCANZAR SUS OBJETIVOS, Y EN ESPECIAL PODRA :

- A) COORDINAR O REALIZAR INVESTIGACIONES FUNDAMENTALES Y APLICADAS PARA APOYAR A LOS PROGRAMAS NACIONALES,
- B) FINANCIAR O BRINDAR AYUDA EN INVESTIGACIONES AGRICOLAS REALIZADAS POR LOS GOBIERNOS, POR ORGANIZACIONES E INSTITUCIONES NACIONALES O INTERNACIONALES, PUBLICAS O PRIVADAS, O POR PARTICULARES,
- C) ESTABLECER, MANTENER Y OPERAR CENTROS DE INFORMACION, BANCOS DE DATOS E INSTALACIONES DESTINADAS A LA INVESTIGACION Y A OTRAS ACTIVIDADES RELACIONADAS CON SUS OBJETIVOS,
- D) PATROCINAR O FINANCIAR CONFERENCIAS, TALLERES, SEMINARIOS Y OTRAS REUNIONES, Y

- E) CAPACITAR A INVESTIGADORES Y TECNICOS O FINANCIAR SU CAPACITACION.

ARTICULO 5.-

PARA ALCANZAR SUS OBJETIVOS, LA ORGANIZACION TENDRA LA FACULTAD DE :

- A) FIRMAR CONTRATOS Y CONCERTAR ACUERDOS CON GOBIERNOS, ORGANIZACIONES Y ORGANISMOS NACIONALES ET INTERNACIONALES, PUBLICOS O PRIVADOS ASI COMO CON PARTICULARES,
- B) CONTRATAR EMPLEADOS.
- C) ADQUIRIR Y POSEER BIENES INMUEBLES, O TENER INTERES EN LOS MISMOS Y ENAJENARLOS LIBREMENTE,
- D) ADQUIRIR BIENES MUEBLES, INCLUSO FONDOS, DERECHOS Y CONCESIONES RECIBIDOS COMO DONATIVOS, INTERCAMBIO, LEGADO O DE OTRAS MANERAS, DE CUALQUIER GOBIERNO, ORGANIZACION O PARTICULAR, ASI COMO DISFRUTAR, ADMINISTRAR, POSEER, OPERAR, USAR O DISPONER DE LOS MISMOS CON TODA LIBERTAD ,
- E) ENTABLAR PROCESOS JUDICIALES, TANTO EN EL ESTADO EN QUE SE HAYAN ESTABLECIDO OFICINAS COMO EN OTROS PAISES ; Y
- F) DEDICARSE A TODA OTRA ACTIVIDAD DESTINADA A ALCANZAR SUS OBJETIVOS.

ARTICULO 6.-

LOS PRINCIPALES RECURSOS FINANCIEROS DE LA ORGANIZACION PROVENDRAN DE LAS CONTRIBUCIONES VOLUNTARIAS APORTADAS POR LAS PARTES DE ESTE ACUERDO Y POR OTROS ESTADOS, ASI COMO POR INSTITUCIONES PUBLICAS O PRIVADAS, INTERNACIONALES O NACIONALES.

ARTICULO 7.-

LA ORGANIZACION, EL PERSONAL DE LA MISMA Y SUS FAMILIAS Y PERSONAS A CARGO DISFRUTARAN DE LOS PRIVILEGIOS E INMUNIDADES PREVISTAS EN LOS ACUERDOS CELEBRADOS CON LOS ESTADOS EN DONDE

ESTEN SITUADAS LA SEDE, LAS OFICINAS REGIONALES Y OTRAS OFICINAS DE LA ORGANIZACION.

ARTICULO 8.-

LOS IDIOMAS DE TRABAJO DE LA ORGANIZACION SERAN EL INGLES, EL ESPANOL Y EL FRANCES, DE ACUERDO CON LAS CIRCUNSTANCIAS.

TITULO II - ESTRUCTURA

ARTICULO 9.-

LA ORGANIZACION ESTARA INTEGRADA POR LOS SIGUIENTES ORGANOS :

- UN GRUPO DE APOYO ;
- UNA JUNTA DIRECTIVA ;
- UN DIRECTOR.

CAPITULO I - EL GRUPO DE APOYO

ARTICULO 10.-

1. EL GRUPO DE APOYO ESTARA INTEGRADO POR :

- A) LOS REPRESENTANTES DE LOS ESTADOS PARTES AL PRESENTE ACUERDO, Y
- B) LOS REPRESENTANTES DE LOS ESTADOS Y LOS REPRESENTANTES DE LOS ORGANISMOS INTERNACIONALES, INTERGUBERNAMENTALES Y NO-GUBERNAMENTALES, Y DE LAS INSTITUCIONES PUBLICAS O PRIVADAS, QUE CONTRIBUYEN AL PRESUPUESTO DE LA ORGANIZACION.

ARTICULO 11.-

EL GRUPO DE APOYO SE REUNIRA POR LO MENOS UNA VEZ AL AÑO EN LA SEDE DE LA ORGANIZACION O EN OTRO LUGAR ASI DESIGNADO POR EL GRUPO DE APOYO.

EL GRUPO DE APOYO ADOPTARA SU REGLAMENTO INTERNO. SU PRESIDENTE SE ELICIRA EN CADA SESION.

TENIENDO EN CUENTA LOS OBJETIVOS DE ESTA CONVENCIÓN, EL GRUPO DE APOYO PRESENTARÁ INFORMES A LA JUNTA DIRECTIVA SOBRE LA ORIENTACIÓN GENERAL QUE RECOMIENDA ADOPTAR A LA JUNTA DIRECTIVA.

EL GRUPO DE APOYO FACILITARÁ EL PROGRAMA DE TRABAJO Y LOS PRESUPUESTOS ANUALES DE LA ORGANIZACIÓN ADOPTADOS POR LA JUNTA DIRECTIVA. EN LAS DELIBERACIONES Y DECISIONES PRESUPUESTARIAS TOMARÁN PARTE SOLAMENTE LOS MIEMBROS DEL GRUPO DE APOYO QUE CONTRIBUYEN FINANCIERAMENTE A LAS ACTIVIDADES DE LA ORGANIZACIÓN.

EL GRUPO DE APOYO INFORMARÁ SUS CONCLUSIONES A LA JUNTA DIRECTIVA A LA MAYOR BREVEDAD POSIBLE.

ARTÍCULO 12.-

EL GRUPO DE APOYO NOMBRARÁ A LOS MIEMBROS DE LA JUNTA DIRECTIVA, ATENDIENDO A LAS RECOMENDACIONES DE ESTA ÚLTIMA.

CAPÍTULO II - LA JUNTA DIRECTIVA

ARTÍCULO 13.-

- LA JUNTA DIRECTIVA ESTARÁ INTEGRADA POR ONCE MIEMBROS :
- DOS MIEMBROS DE DERECHO ;
 - A) EL DIRECTOR DE LA ORGANIZACIÓN ; Y
 - B) UN CIUDADANO DEL ESTADO EN QUE ESTE SITUADA LA SEDE ;
 - OTROS NUEVE MIEMBROS :
 - C) CINCO REPRESENTANTES DE LOS ESTADOS PRODUCTORES DE BANANO Y PLÁTANO ;
 - D) CUATRO MIEMBROS NOMBRADOS EN BASE A SU EXPERIENCIA CIENTÍFICA Y ADMINISTRATIVA.

LOS MIEMBROS MENCIONADOS EN LOS APARTOS C) Y D) SERÁN NOMBRADOS POR UN PERÍODO DE TRES AÑOS QUE PODRÁ PRORROGARSE UNA SOLA VEZ. SIN EMBARGO, AL CONSTITUIRSE LA PRIMERA JUNTA DIRECTIVA, LA TERCERA PARTE DE SUS MIEMBROS SERÁ NOMBRADA POR UN PERÍODO DE 1 AÑO ; OTRA TERCERA PARTE POR UN PERÍODO DE 2 AÑOS Y LOS RESTANTES POR UN PERÍODO DE 3 AÑOS.

EN CASO DE OCURRIR UNA VACANTE, EL GRUPO DE APOYO NOMBRARÁ UN NUEVO MIEMBRO DE LA JUNTA DIRECTIVA EN LA SIGUIENTE SESIÓN.

ARTICULO 14.-

1. LA JUNTA DIRECTIVA APROBARA EL PROGRAMA DE TRABAJO ANUAL Y EL PRESUPUESTO ANUAL PREPARADOS POR EL DIRECTOR.

2. ADEMÁS, LA JUNTA DIRECTIVA DEBERA :

- A) ELEGIR SU PRESIDENTE Y VICEPRESIDENTE, ESTABLECER Y ADOPTAR LOS REGLAMENTOS Y PROCEDIMIENTOS A SEGUIR DURANTE SUS REUNIONES, PARA EL MANEJO GENERAL DE LOS ASUNTOS DE LA ORGANIZACION.
- B) NOMBRAR AL DIRECTOR DE LA ORGANIZACION DESPUES DE CONSULTAR AL GRUPO DE APOYO.
- C) ESTABLECER Y ADOPTAR, DE ACUERDO A LOS PRINCIPIOS DE CONTABILIDAD GENERALMENTE ACEPTADOS, LAS DIRECTRICES GENERALES PARA PREPARAR LOS ESTIMADOS PRESUPUESTARIOS PERIODICOS Y PARA
REGlamentar LAS ACTIVIDADES FINANCIERAS DE LA ORGANIZACION.
- D) CONTRATAR A UNA FIRMA DE AUDITORIA INDEPENDIENTE DE LA ORGANIZACION, LA QUE DEBERA TENER RECONOCIDO PRESTIGIO INTERNACIONAL, PARA LLEVAR A CABO LA VERIFICACION ANUAL DE LA CONTABILIDAD DE LA ORGANIZACION.
- E) DETERMINAR, TENIENDO EN CUENTA LOS OBJETIVOS DE ESTE ACUERDO, LA POLITICA GENERAL DE LA ORGANIZACION Y ESTABLECER LAS CONDICIONES OPERATIVAS Y ADMINISTRATIVAS PARA LLEVARLA A LA PRACTICA.
- F) SOMETER A LOS MIEMBROS DEL GRUPO DE APOYO, EN UN PERIODO DE TIEMPO RAZONABLE DESPUES DE TERMINADO CADA AÑO DE OPERACIONES, EL INFORME ANUAL SOBRE LAS ACTIVIDADES DE LA ORGANIZACION, EL QUE DEBERA INCLUIR EL ESTADO FINANCIERO DE LA MISMA Y EL INFORME DE AUDITORIA EXTERNA.

3. EL GRUPO DE APOYO DECIDIRA LA REALIZACION DE EVALUACIONES PERIODICAS, A CARGO DE PERSONAS INDEPENDIENTES, DEL TRABAJO

REALIZADO POR LA ORGANIZACION PARA ALCANZAR SUS OBJETIVOS. EL GRUPO DE APOYO DETERMINARA, DE COMUN ACUERDO CON LA JUNTA DIRECTIVA, EL MANDATO Y LA COMPOSICION DEL EQUIPO RESPONSABLE DE LLEVAR A CABO DICHA EVALUACION.

SE REALITARA UNA PRIMERA EVALUACION UNA VEZ QUE LA ORGANIZACION HAYA ESTADO EN FUNCIONAMIENTO POR TRES ANOS.

ARTICULO 15.-

1. LA JUNTA DIRECTIVA SE REUNIRA POR LO MENOS UNA VEZ POR AÑO.

2. LAS REUNIONES DE LA JUNTA SE CELEBRARAN EN EL ESTADO EN QUE ESTE SITUADA LA SEDE DE LA ORGANIZACION O EN CALQUIER OTRO LUGAR QUE LA JUNTA ESTIME CONVENIENTE.

3. PARA QUE HAYA QUORUM DEBERAN ASISTIR A LA REUNION DE LA JUNTA SEIS DE SUS MIEMBROS.

ARTICULO 16.-

1. SE ESTABLECERA UN COMITE EJECUTIVO DE LA ORGANIZACION, ELEGIDO ANUALMENTE POR LA JUNTA DIRECTIVA. EL MISMO ESTARA INTEGRADO POR EL PRESIDENTE, EL VICEPRESIDENTE, EL DIRECTOR Y POR LO MENOS UNO DE LOS OTROS MIEMBROS DE LA JUNTA.

EL COMITE EJECUTIVO TENDRA LA FACULTAD DE ACTUAR EN REPRESENTACION DE LA JUNTA, ENTRE LAS REUNIONES DE ESTA, EN TODOS LOS ASUNTOS QUE LA JUNTA DELEGUE EN EL MISMO.

EL COMITE EJECUTIVO DEBERA PRESENTAR UN INFORME DE TODAS LAS MEDIDAS ADOPTADAS EN LA SIGUIENTE REUNION DE LA JUNTA. PARA QUE HAYA QUORUM DEBERA CONTARSE CON LA PRESENCIA DE TRES MIEMBROS DEL COMITE EJECUTIVO.

2. LA JUNTA DIRECTIVA PODRA CREAR TODO TIPO DE COMITES QUE CONSIDERE NECESARIO.

CAPITULO III - EL DIRECTORARTICULO 17.-

EL DIRECTOR REPRESENTARA LA ORGANIZACION.

EL DIRECTOR PONDRA EN PRACTICA LAS POLITICAS ESTABLECIDAS POR LA JUNTA DIRECTIVA.

EL DIRECTOR PRESENTARA INFORMES A LA JUNTA DIRECTIVA SOBRE LA ADMINISTRACION Y GESTION DE LA ORGANIZACION Y LE TAMBIEN SOBRE EL DESARROLLO Y REALIZACION DE LOS PROGRAMAS Y OBJETIVOS DE LA MISMA.

EL DIRECTOR CONTRATARA EL PERSONAL NECESARIO PARA EL FUNCIONAMIENTO DE LA ORGANIZACION.

ARTICULO 18.-

EN EL MARCO DE LAS POLITICAS DE LA ORGANIZACION, EL DIRECTOR ESTABLECERA LAS RELACIONES DE COOPERACION NECESARIAS CON LOS ESTADOS, LOS ORGANISMOS Y AGENCIAS NACIONALES E INTERNACIONALES, PUBLICAS Y PRIVADAS Y CON LAS UNIVERSIDADES QUE LLEVAN A CABO ACTIVIDADES RELACIONADAS CON LA INVESTIGACION SOBRE EL MEJORAMIENTO DE LOS CULTIVOS DE BANANO Y PLÁTANO.

TITULO III - DISPOSICIONES FINALESARTICULO 19.-

EL PRESENTE ACUERDO ESTARA DISPONIBLE PARA LA FIRMA POR PARTE DE LOS ESTADOS HASTA EL 31.XII.1978.

ESTE ACUERDO ESTA SUJETO A RATIFICACION, APROBACION O ACEPTACION. EL MISMO ENTRARA EN VIGOR TREINTA DIAS DESPUES DE QUE SE HAYA DEPOSITADO EN CUSTODIA EL TERCER INSTRUMENTO DE RATIFICACION, APROBACION O ACEPTACION.

CUALQUIER ESTADO NO SIGNATARIO DEL PRESENTE ACUERDO PODRA ADHERIRSE AL MISMO A INVITACION DE LOS ESTADOS PARTES.

LA ADHESION ENTRARA EN VIGENCIA TREINTA DIAS DESPUES DE QUE SE HAYA PRESENTADO EL INSTRUMENTO DE ADHESION.

EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA ES EL DEPOSITARIO DEL PRESENTE ACUERDO.

ARTICULO 19.-

EL PRESENTE ACUERDO PODRA SER MODIFICADO MEDIANTE EL SIGUIENTE PROCEDIMIENTO :

LAS ENMIENDAS PUEDEN SER PROPUESTAS POR UN ESTADO PARTE O POR LA JUNTA DIRECTIVA. CUANDO LA ENMIENDA PROVENGA DE UNO DE LOS ESTADOS PARTES, LA PROPOSTA DEBERA PRESENTARSE A LA JUNTA DIRECTIVA, LA QUE DEBERA DAR A CONOCER SU OPINION EN UN PLAZO DE SEIS MESES.

LA ENMIENDA PROPUESTA, Y LOS COMENTARIOS DE LA JUNTA DIRECTIVA EN CASO PERTINENTE, SERAN COMUNICADOS POR EL DIRECTOR A TODOS LOS ESTADOS PARTES Y A LOS INTEGRANTES DEL GRUPO DE APOYO POR LO MENOS SEIS MESES ANTES DE LA PROXIMA REUNION DEL GRUPO DE APOYO.

LA PROPUESTA SERA EXAMINADA POR LOS ESTADOS PARTES EN SESION EXTRAORDINARIA. SU ADOPCION REQUERIRA LA APROBACION DE TODOS LOS ESTADOS PARTES. LA MISMA ENTRARA EN VIGOR TREINTA(30) DIAS DESPUES DE QUE HAYA SIDO DEPOSITADO EL ULTIMO INSTRUMENTO DE RATIFICACION, APROBACION O ACEPTACION DE LOS ESTADOS PARTES.

ARTICULO 21.-

TODO ESTADO PUEDE DENUNCIAR, CON UN PREAVISO DE UN AÑO, EL PRESENTE ACUERDO Y RETIRARSE DE LA ORGANIZACION.

EN ESTE CASO LOS ESTADOS PARTES DETERMINARAN, DE SER NECESARIO, LAS MEDIDAS A TOMAR PARA CONTINUAR TRABAJANDO EN POS DE LOS OBJETIVOS DE LA ORGANIZACION.

ARTICULO 22.-

1. EN CASO DE QUE LA JUNTA DIRECTIVA DECIDIERA POR UN VOTO MAYORITARIO DE LAS TRES CUARTAS PARTES DE SUS MIEMBROS, QUE

SE HAN ALCANZADO LOS OBJETIVOS DE LA ORGANIZACION O QUE ESTA NO PUEDE CONTINUAR FUNCIONANDO EFICIENTEMENTE, ESPECIALMENTE EN RAZON DE LA INSUFICIENCIA DE LOS MEDIOS FINANCIEROS DE QUE DISPONE, LA JUNTA PODRIA PROPONER AL GRUPO DE APOYO, POR INTERMEDIO DEL DIRECTOR, LA DISOLUCION DE LA ORGANIZACION.

EL GRUPO DE APOYO DEBERA EXAMINAR ESTA PROPUESTA. LOS ESTADOS PARTES TOMARAN LA DECISION DE CONTINUAR LOS TRABAJOS DE LA ORGANIZACION Y OBTENER LOS MEDIOS FINANCIEROS NECESARIOS O DE DISOLVER LA MISMA.

2. EN CASO DE DISOLUCION, LOS BIENES INMUEBLES DE LA ORGANIZACION PASARAN A SER PROPIEDAD DEL ESTADO EN CUYO TERRITORIO ESTEN SITUADOS.

SALVO DISPOSICIONES CONTRARIAS DETERMINADAS POR UNANIMIDAD POR LOS ESTADOS PARTES DEL PRESENTE ACUERDO, LOS DEMAS BIENES SERAN TRANSFERIDOS A ORGANIZACIONES O INSTITUCIONES QUE PERSIGUAN OBJETIVOS SIMILARES A LOS DE LA ORGANIZACION.

EN FE DE LO CUAL, firman el presente Acuerdo los representantes debidamente autorizados de los Estados que aparecen a continuación.

DADO en París, el 27/10/1988 en tres ejemplares en los idiomas francés, inglés y español, los tres textos haciendo igualmente fe.

Por el Gobierno de los Estados Unidos de América:

Por el Gobierno de Australia:

Por el Gobierno del Reino de Bélgica:

[L. SMOLDEREN]¹

Por el Gobierno de la República Federativa del Brasil:

Por el Gobierno de la República de Burundi:

Por el Gobierno de la República del Camerún:

Por el Gobierno del Canadá:

[DAVID S. WRIGHT]

Por el Gobierno de la República de Colombia:

[NOHORA BATEMAN]

Por el Gobierno de la República de Costa Rica:

¹ The names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of France — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement français.

Por el Gobierno de la República de la Costa de Marfil:

Por el Gobierno de la República del Ecuador:

Por el Gobierno de la Etiopía Socialista:

Por el Gobierno de la República Francesa:

[JEAN-PIERRE MASSET]

Por el Gobierno del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:

Por el Gobierno de la República de Honduras:

Por el Gobierno de la República de la India:

Por el Gobierno de la República de Indonesia:

Por el Gobierno de la República Italiana:

Por el Gobierno de Jamaica:

Por el Gobierno de Malasia:

Por el Gobierno de la República Federal de Nigeria:

Por el Gobierno de la República de Uganda:

Por el Gobierno de la República de Panamá:

Por el Gobierno de la República de Filipinas:

[FELICIDAD B. GONZALES]

Por el Gobierno de la República Rwandesa:

Por el Gobierno de Santa Lucía:

Por el Gobierno de la República del Senegal:

[MASSAMBA SARRE]

Por el Gobierno de la República Democrática Somali:

Por el Gobierno de la República Unida de Tanzania:

Por el Gobierno de la República Togolesa:

Por el Gobierno de la República del Zaire:
